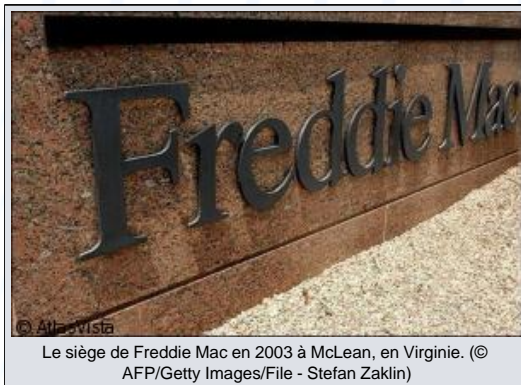


USA: Panique sur Fannie Mae et Freddie Mac, le gouvernement cherche une issue

NEW YORK (AFP) - Dans un mouvement de panique boursière, Fannie Mae et Freddie Mac, les deux géants américains du refinancement hypothécaire et piliers du marché immobilier, se sont effondrés vendredi à Wall Street, obligeant le gouvernement à rechercher une issue d'urgence.



Le siège de Freddie Mac en 2003 à McLean, en Virginie. (© AFP/Getty Images/File - Stefan Zaklin)

En début de séance, Fannie Mae a perdu jusqu'à 49% sur son cours de clôture de la veille, à 6,68 dollars, et Freddie Mac 51%, à 3,89 dollars, mais ils se sont par la suite un peu repris dans un marché très nerveux.

Fannie Mae avait déjà abandonné 12% jeudi et son plus petit rival 22%. Depuis le début de la crise du "subprime", les deux titres ont perdu près de 90% de leur valeur en Bourse.

Ces deux organismes ont pour mission de racheter aux établissements de crédit leurs créances hypothécaires, ce qui permet aux banques de dégager des fonds propres et d'accorder de nouveaux prêts, contribuant à soutenir le marché immobilier dont une stabilisation est vitale pour relancer l'économie.

Fin mai, leurs portefeuilles de prêts atteignaient 5.200 milliards de dollars, plus d'un tiers du PIB américain. Fannie Mae et Freddie Mac détiennent ainsi dans leur livre 40% des prêts immobiliers consentis dans le pays.

Les marchés étaient convaincus vendredi que le gouvernement devait effectuer un sauvetage d'urgence pour stopper la panique, dès ce week-end, comme il l'avait fait en mars pour la banque d'affaires Bear Stearns.

La presse américaine a même affirmé vendredi que le gouvernement réfléchissait à une mise sous tutelle des deux groupes.

Sous la pression, le secrétaire au Trésor Henry Paulson est finalement intervenu, en déclarant brièvement que son "objectif principal est de soutenir Fannie Mae et Freddie Mac dans leur forme actuelle".

Un commentaire qui montre que le gouvernement cherche une solution mais écarte l'hypothèse d'une nationalisation. Cette prise de position prudente freinait un peu la chute des titres en Bourse vendredi, les analystes se réjouissant que M. Paulson montre son engagement.

"Henry Paulson a indiqué que c'était sa préoccupation, qu'il travaille à trouver une solution. Mais pour le moment ce n'est pas une nationalisation des deux compagnies", a commenté Gregori Volokhine, de Meeschaert Asset Market.

"Il est vrai qu'en cas de nationalisation, les actionnaires perdraient à peu près tout". "Mais il faut trouver un moyen de recapitaliser les deux groupes, ce qui devra être initié par l'Etat car il leur sera très difficile de trouver des capitaux privés", a-t-il poursuivi.

Andrew Busch de BMO Capital Markets relève qu'une nationalisation des deux entités aurait pour conséquence un doublement de la dette des Etats-Unis.

Pour M. Volokhine, "le marché est extrêmement inquiet: il faut trouver très, très rapidement une solution, non seulement pour les deux groupes mais pour l'économie américaine, car Freddie et Fannie sont un des fondements du financement hypothécaire", a-t-il dit.

"On n'a pas le luxe de prendre du temps. Je pense que dans l'intérêt de tous, il faut dès ce week-end au moins un premier train de mesures, pour stabiliser ces deux groupes et la panique boursière sur eux".

Les analystes soulignaient aussi que le problème est compliqué par le poids politiques des deux groupes, leur sauvetage devant recevoir le feu vert aussi des Démocrates et des Républicains.

M. Paulson a d'ailleurs rappelé que les parlementaires planchaient depuis plusieurs mois sur une réforme du système.

"Nous apprécions les efforts importants du Congrès pour terminer la réforme législative qui va aider à générer la confiance dans ces compagnies", a-t-il dit, en référence au texte de loi en débat au parlement sur l'immobilier.

"Nous maintenons le dialogue avec les régulateurs et les compagnies", a assuré le ministre. Le régulateur de Fannie Mae et de Freddie Mac, l'OFHEO, "continuera à travailler avec les compagnies, alors que celles-ci prennent les mesures nécessaires pour leur permettre de continuer à remplir leur importante mission de service public", a conclu M. Paulson.